

# JOURNAL

HEBDOMADAIRE DE LA DIETE

PAR M<sup>r</sup>: DE V.

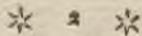
---

N<sup>ro</sup>: XX.

M A R S 1789.

*Dimanche 22.*

**T**OUT le travail de la semaine a roulé sur des points concernant les impositions sur les biens ecclésiastiques, Seulement dans la Seance du Lundi, la députation des affaires étrangères ayant eu a rendre compte de son travail particulier, la seance s'est tenue à ouïe clos. Cependant nous sommes charmés de pouvoir apprendre au public, que S. A. M. Le Prince Czartoryski Ministre extraordinaire de la République auprès de la cour de Berlin, après avoir été reçu à cette cour de la maniere la plus flatteuse, est tout de suite entré en négociation sur les divers objets de sa mission; ce qu'il a fait par une note qui ayant percée parmi les politiques curieux, aussi bien que la réponse qui y a été faite, nous nous trouvons en état de placer ces deux pieces diplomatiques dans notre present numéro. A



N O T E

*Le Soussigné Envoyé Extraordinaire de S. M. le Roi & la Sérénissime République de Pologne, empressé de s'acquitter de ses ordres, a l'honneur de presenter cette Note à Son Excellence Mr. le Comte de Hertzberg; & comme il lui est enjoint de commencer sa mission par manifester les Sentimens de Sa nation envers S. M., il a déjà taché de s'acquitter dans Sa premiere Audience, d'une Commission qui est si agreable & si flatteuse pour lui, en faisant connoitre à S. M., combien les Sérénissimes Etats sont pénétrés de reconnoissance pour l'intérêt qu'Elle a bien voulu prendre à eux; & il a l'honneur de renouveler ici les mêmes Sentimens, qui sont ceux de toute la Nation.*

*L'offre contenu dans la Seconde Note presentée aux Etats par le Ministre de S. M., de remplir envers la Sérénissime République, ses engagements d'Alliance & de Garantie generale, pour lui assurer son indépendance, sans vouloir d'ailleurs s'immiscer dans ses affaires intérieures, ni gêner la liberté de ses deliberations & de ses resolutions, a fait, non seulement la plus vive sensation, mais a même beaucoup rehaussé les esperances de la Nation, & ranimé le zele de tous les bons Citoyens.*

*La République croit donc pouvoir esperer, de voir renouveler une telle Garantie, qui ne gênant en rien Son pouvoir legislatif, ni la liberté de faire les améliorations qu'Elle jugerait être nécessaires.*

à son Gouvernement, lui assura ses possessions & ses libertés, sous telle forme de Gouvernement qu'il lui plairoit d'avoir.

Elle desireroit encore que S. M., voulut employer ses bons offices auprès de ses Co-Alliés, pour les engager à assurer aussi par une Semblable garantie, les Possessions de la République; S. M. acquerroit par là un nouveau droit à la reconnaissance de la Nation.

Du reste la République, trop occupée jusqu'ici de Son Gouvernement intérieur, n'a pas encore eu le tems d'entrer dans de plus grands détails sur les affaires politiques, mais comptant sur l'intérêt que le Roi a bien voulu lui marquer, Elle se repose sur ses bonnes intentions & desireroit les connoître, pour régler là-dessus ses démarches.

La République se flatte, que si quelque puissance étrangère vouloit agir hostilement, le Roi ne voudra pas la laisser opprimer, & qu'il voudra bien s'employer aussi, à ce qu'Elle puisse envoyer son Représentant au futur Congrès, en cas qu'il y en eut un; car, comme c'est sous ses Auspices, qu'Elle a recupéré son indépendance, il est de l'honneur du Roi de maintenir ce qui est en partie son ouvrage.

Comme pour rendre indissoluble la bonne harmonie & les liaisons qui existent entre les deux Etats, il est essentiel de s'entendre sur tout ce qui peut concerner & consolider le bon voisinage; la République souhaiteroit, que pour prévenir tout ce qui pourroit y donner atteinte, on forma sur les confins une Cour de Justice, composée mi-partie

de Commissaires Prussiens & Polonais nommés à cet effet, & qui décidassent en dernier ressort, de tout ce qui pourrait alterer ce bon Voisinage, sans s'immiscer toutefois dans les affaires pécuniaires & Civiles, qui ne doivent regarder que les Cours de Justice ordinaire établis dans chaque Etat. Ces jugemens mixtes de Confins subsistent déjà entre la Porte & la République, & tous deux s'en trouvent bien.

Les deux Etats sont aussi également intéressés à étendre leur Commerce, d'autant plus qu'il passe pour constant, que celui qui existe, peut être de beaucoup augmenté & devenir plus lucratif pour les deux Etats. La République désirerait en conséquence, que le Roi eut la bonté de donner des pouvoirs à quelqu'un, pour entrer en Conférences sur tous ces objets, avec la Commission du Trésor, & pour voir s'il n'y auroit pas moyen de faire un Traité de Commerce avantageux aux deux Etats.

Le Traité de 1775. y met beaucoup d'entraves, & nos Experts en cette partie là, prétendent prouver, que dans bien des points, il est préjudiciable même aux intérêts de S. M. Mais comme tout Traité, surtout à l'égard d'une Puissance qui vient d'acquiescer tant de droits à notre reconnaissance, est une chose sacrée pour la République, Elle ne veut donc y faire d'autres changemens que ceux que S. M., convaincue de leur nécessité, jugera Elle même être convenables.

Il s'est glissé aussi quelques inobservations dans ce Traité, qui nous sont défavorables, & qui sûrement ne doivent être attribuées qu'aux régisseurs

*des Douanes, & ne Sont certainement pas parvenues à la connaissance, ni du Roi, ni de S. Ex: Le Souffigné aura donc l'honneur de lui présenter là-dessus un mémoire, & Se flatte, fondé sur la justice de ses demandes, qu'elles seront agréées.*

à Berlin, ce 28. Fevrier 1789.

JOSEPH PRINCE CZARTORYSKI.

R E P O N S E

*Nous n'avons pas manqué de mettre sous les yeux du Roi, le Mémoire que M. le P. Czartoryski Envoyé extraordinaire & Ministre plenipotentiaire de S. M. le Roi, & de la Sérénissime République de Pologne nous a remis en date du 28. Fevrier, roulant sur plusieurs points importans. S. M. nous a chargée de faire connoître à M. l'Envoyé extraordinaire, en reponse à son mémoire susdit, qu'Elle est aussi touchée que flattée des sentimens de reconnaissance que la Sérénissime République lui a voulu témoigner, par la mission d'un Ministre aussi distingué par ses qualités personnelles que par sa naissance, & qu'Elle est également sensible aux termes dans les quels cette reconnaissance a été exprimée. Le Roi mettant le plus grand prix à l'amitié de l'Illustre Nation Polonoise, & connoissant toute l'importance des liaisons qui ont subsisté depuis plusieurs siècles entre ses prédécesseurs & la Sérénissime République de Pologne, employera toujours un des premiers soins de son règne, pour perpetuer & pour resserrer de plus en plus des liaisons aussi utiles, que reciproquement neces-*

laires pour les deux Etats, & fondées sur les in-  
 térêts communs les plus essentiels. Dans ces dis-  
 positions & sous ce point de vue, S. M. se fera  
 un plaisir des plus pressés, de renouveler avec  
 la S. République de Pologne, les Traités d'alliance  
 & de garantie, qui subsistent déjà entre les deux  
 Etats, aussitôt que les circonstances & les occasions  
 rendront un pareil renouvellement convenable, &  
 Elle s'employera aussi volontiers à engager ses Co-  
 Alliés d'accéder aux susdites garanties. Comme les  
 Traités subsistans déjà entre les deux Puissances, les  
 obligent à s'assister mutuellement contre toute atta-  
 que hostile & injuste, S. M. ne manquera pas de  
 son côté dans les occasions, & Elle fera aussi ce qui  
 dépendra d'Elle, pour que la S. République de Po-  
 logne puisse envoyer au futur Congrès de paix s'il  
 en existe un, son Représentant & y faire reconnoître  
 & constater son indépendance. Quant aux points  
 particuliers, dont M. le P. Czartoryski a fait men-  
 tion dans Son Mémoire susdit, le Roi est très disposé  
 à s'entendre avec la S. République de Pologne, sur  
 l'établissement des jugemens mixtes, pour juger  
 & décider les procès entre les sujets respectifs sur  
 les frontières, ainsi que sur une Commission à  
 établir pour révoir, pour renouveler, & pour faire  
 mieux exécuter le Traité de Commerce qui subsiste  
 déjà entre les deux Etats. Le Roi ne manquera  
 pas de faire parvenir aussitôt que le tems & les cir-  
 constances le permettront, à Son Ministre qui reside  
 à Varsovie, les instructions nécessaires pour les  
 susdits objets, très étendus. Nous pouvons assurer  
 que S. M. sera toujours très pressée à contri-

buer de son côté, pour bénéficier & pour favori-  
 ser le Commerce entre les Etats & sujets recipro-  
 ques, qui est fondé sur les intérêts les plus naturels  
 & communs aux deux parties; mais S. M. se flat-  
 te aussi que la S. République de Pologne, prendra  
 des mesures efficaces & promptes pour le même  
 but, & qu'Elle fera surtout arrêter les innova-  
 tions qui se font à présent, surtout en Lithuanie,  
 sur les frontieres de la Prusse orientale, dont le Se-  
 de Buchholtz est chargé d'exposer plus en detail  
 à Varsovie, & qui peuvent devenir extremement  
 préjudiciables au Commerce libre des deux Etats,  
 pendant que le Roi prend de son côté les mesures  
 les plus avantageuses dans la Prusse orientale, pour  
 rendre le Commerce des Lithuaniens beaucoup plus  
 libre & plus favorisé que par le passé, & pour  
 ôter même à leurs productions qu'ils amènent aux  
 ports de la Prusse, la plus grande partie des  
 droits ordinaires dont ils ont été chargés depuis  
 longtems. Comme nous avons lieu de croire que  
 M. le P. Czartoryski sera satisfait des explicati-  
 ons que nous venons de lui donner sur son Mé-  
 moire susdit, nous le prions de faire passer cette  
 réponse à sa Cour & aux Etats de la S. Répu-  
 blique. Berlin le 7. Mars 1789.

